



L'EDUCATION EST NOTRE AVENIR : IL NE DOIT PAS SE DECIDER SANS NOUS !

Notre pays a cette chance extraordinaire de disposer d'un grand service public laïque d'éducation.

Il traduit notre choix républicain d'une société où tous les citoyens vivent ensemble.

Mais imagine-t-on ce que deviendrait ce principe, si l'accueil de tous les jeunes, sans distinction, réalisé quotidiennement par notre école disparaissait ?



Cette Ecole publique, que nous aimons pour ses réussites incontestables, rencontre aussi des difficultés. C'est pourquoi nous souhaitons passionnément qu'elle évolue et se transforme pour s'acquitter vraiment de sa mission démocratique : **faire réussir tous les jeunes, pas seulement les plus favorisés ou les plus « méritants ».**

Pour nous, ce débat et cet effort concernent tous les citoyens car, à travers l'avenir de la jeunesse, c'est celui du pays qui se joue.

Or, en lieu et place de ce que devrait nécessiter cette grande cause nationale, rassemblant largement les citoyens, à quoi assistons-nous ?

Au spectacle d'une politique gouvernementale qui, au-delà des habillages, ne voit dans l'éducation qu'un moyen de faire des économies. Plus que tout discours, la préparation du budget 2009 en est la démonstration : 13500 suppressions d'emplois programmées, soit, dans le cadre triennal dans lequel ce budget s'inscrit, plus de 40 000 postes promis à disparition sur les 3 ans, à rajouter aux 11 200 suppressions de cette année.

Tout n'est sans doute pas question que de postes en matière éducative, mais nous affirmons que rien ne pourra se faire dans cet acharnement d'un « toujours moins de postes » !

Rien ne pourra davantage se faire avec des réformes à marche forcée encore moins lorsqu'elles aboutissent à de vraies régressions. Rien ne pourra se faire non plus si l'Etat ne cesse de se désengager de ses missions, déléguant hors de l'école ce qu'elle doit assurer pour tous.

Parents, enseignants, lycéens, étudiants,
Manifestation nationale unitaire
pour la défense du service public d'éducation
le dimanche 19 octobre à Paris

à l'appel de : FSU (SNES, SNUipp, SNEP...), UNSA Education, SGEN-CFDT,
FERC-CGT, UNEF, UNL, FCPE, CRAP Cahiers Pédagogiques,
Ligue de l'Enseignement, GFEN, CEMEA, Francas, JPA

Nous poussons aujourd'hui un cri d'alerte :
cette politique va détériorer sur le long terme le service public
d'Éducation. Elle porte tous les ingrédients pour que
se développe une école à deux vitesses dans une société minée
par les injustices et les inégalités.

De ce projet, nous ne voulons pas !

Nous voulons une politique éducative ambitieuse faisant avancer notre Ecole publique en mettant au cœur la réussite de tous les jeunes. Nous voulons pour cela d'autres choix.

Nous en appelons à toutes celles et tous ceux qui pensent que l'éducation est une richesse pour notre pays, que l'avenir se joue aujourd'hui, à toutes celles et tous ceux qui refusent que la politique suivie n'entraîne, pour de nombreuses années, le service public d'éducation dans l'affaiblissement.

Quelle place veut-on donner à l'éducation dans notre pays ? Quel citoyen veut-on préparer ? Nous n'acceptons pas que le gouvernement réponde à notre place, en catimini, à ces questions fondamentales !

Alors, mobilisons-nous ensemble, débattons, parlons, proposons, interpellons l'opinion, agissons sans attendre ! Rassemblons-nous tous dans une grande manifestation nationale le dimanche 19 octobre à Paris.

Construire les mobilisations

Le choix de la FSU est de construire des mouvements sur la durée, associés avec une démarche constante de débat public et d'appel à l'opinion, c'est l'objectif des jeudis de l'éducation.

Le 7 octobre, avec 5 autres organisations syndicales
(CFDT, CFE-CGC, CGT, Solidaires, UNSA)
la FSU appelle les salariés à participer massivement à
la journée d'action syndicale mondiale pour un travail décent.

*D'ores et déjà, le SNES et d'autres syndicats de la FSU
appellent à faire grève le 7 octobre.*

Rentrée scolaire 2008 en Ile de France : ***l'avenir du service public d'éducation compromis.***

2100 suppressions de postes dans les lycées, LP et collèges, augmentation des effectifs par classe (35 élèves voire plus en lycée, 28-30 dans des classes de collège en ZEP), équipes pédagogiques déstabilisées par un grand nombre de professeurs affectés sur plusieurs établissements, recours accru à des personnels précaires.

Dans les écoles, suppression de deux heures hebdomadaires d'enseignement pour tous les élèves et saupoudrage d'un "pseudo soutien" pour quelques-uns...

La suppression de la carte scolaire et la "liberté" qu'on nous vante tant renforcent les phénomènes d'évitement et d'attractivité dans toute la région. Dans un collège d'Alfortville, 55 élèves de moins à cette rentrée, un lycée de Créteil 100... Bon moyen aussi pour gérer les places disponibles et éviter l'ouverture de classes dans les écoles... Quelle carte du service public d'éducation prépare-t-on aux enfants de notre région, alors qu'en attendant, le privé semble encore tirer les marrons du feu ?

Quant au rôle social de l'école, le refus de revaloriser les salaires et d'améliorer les conditions de travail entraîne des **manques préoccupants de personnels de santé** : médecins scolaires, infirmiers (plus d'1/4 des postes non pourvus en Seine Saint Denis) et le recours massif à des contractuels (non formés) pour tenter de couvrir les besoins en Assistants Sociaux.